

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 30 F (300 FB)
6 mois : 15 F (150 FB)
pli fermé : 44 F et 23 F
« programme communiste »
1 an : 32 F (320 FB)

14^e ANNEE — N° 230
LE NUMERO : 1,50 FF
15 FB - 1 FS
du 6 au 19 nov. 1976.

FACE A L'IMPÉRIALISME :

Action de classe et non action démocratique !

Le poids que l'impérialisme fait peser non seulement sur les prolétaires, mais aussi sur les couches intermédiaires de la société, engendre et renouvelle cycliquement, dans la presque totalité des métropoles capitalistes, une opposition démocratique petite bourgeoise à l'impérialisme.

Elle apparaît dans toute sa pureté lorsqu'elle exprime la résistance de certaines couches non prolétariennes à la centralisation toujours plus grande de l'Etat et à son poids toujours plus étouffant dans la société : c'est le cas avec le Syndicat de la magistrature ou avec les multiples associations de juristes et de policiers démocrates ou de défense de la culture ou de l'Université libérale.

Mais là où elle s'épanouit surtout, c'est sur un terrain où elle touche des revendications qui non seulement peuvent intéresser la petite bourgeoisie mais intéressent aussi nécessairement le prolétariat. Elle est particulièrement active dans la dénonciation des atrocités commises par l'impérialisme, que ce soit actuellement au Liban ou en Afrique du Sud, en Irlande ou en Amérique latine. C'est surtout elle qui a canalisé aux Etats-Unis les réactions contre la guerre du Vietnam. On l'a vue dernièrement en France dans la question de la solidarité envers les victimes du franquisme, dans l'« affaire » des comités de soldats où elle s'est essouffée avant de renoncer en pratique à ses buts quand l'opportunisme stalinien a refusé tout concours aux victimes de la répression bourgeoise, ou encore dans la lutte contre la répression envers les travailleurs immigrés.

Alors qu'on en est à peine au stade où commencent péniblement à émerger des avant-gardes prolétariennes, de nombreux groupes nés en réaction à l'opportunisme stalinien et social-démocrate présentent au prolétariat — dans les organisations plus ou moins ouvertes qui naissent pour remplir des tâches prolétariennes — toute une gamme de combinaisons de la lutte ouvrière avec cette opposition et les « personnalités démocratiques » qui l'incarnent comme un palliatif à l'absence d'une véritable force de classe; soit qu'ils proposent une alliance locale et temporaire avec elle; soit qu'ils prétendent l'utiliser comme un moyen destiné à exercer une pression sur les grands partis et syndicats « ouvriers »; soit enfin qu'ils présentent une telle alliance comme un jalon indispensable dans la reconstruction du mouvement ouvrier révolutionnaire. Il s'agit d'une habitude qui, comme l'appel systématique à l'opportunisme, s'est consolidée au point de devenir une « arme » normale dans l'arsenal des mouvements d'« extrême gauche ».

Or le résultat d'une analyse qui confronte, sans a priori faciles et antimarxistes, les

caractéristiques de l'opposition communiste et de l'opposition petite bourgeoise, permet de comprendre que la position qui tend à marier les deux n'a rien à voir avec le marxisme : elle ne rompt pas seulement avec lui sur le plan de la doctrine et du programme, comme de la tactique et de l'organisation; elle lui est diamétralement et irréductiblement opposée tant pour la préparation révolutionnaire du prolétariat que pour l'efficacité du but recherché dans l'immédiat.

★
Pour le marxisme révolutionnaire, l'impérialisme est la phase suprême du capitalisme, et par conséquent l'antichambre du communisme : tout en portant à maturité la socialisation internationale de la production et la force qui a pour mission historique d'abattre le capitalisme, le prolétariat, il porte à leur paroxysme — au sens historique et non contingent du terme — les contradictions et les antagonismes matériels et politiques les plus essentiels au travers desquels le cataclysme révolutionnaire se fraie un chemin : antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie, entre pays avancés et pays arriérés, entre pays impérialistes eux-mêmes. « L'aggravation des contradictions, écrivait Lénine voici soixante ans dans l'Impérialisme, est la plus puissante force motrice de la période historique de transition qui fut inaugurée par la victoire définitive du capital financier mondial. » Et, abordant la question cruciale de la lutte révolutionnaire, il ajoutait : « Est-il possible de modifier par des réformes les bases de l'impérialisme ? Faut-il aller de l'avant et approfondir les antagonismes qu'il engendre, ou en arrière pour les atténuer ? Telles sont les questions fondamentales de la critique de l'impérialisme. »

Dans sa marche « en avant », le marxisme révolutionnaire voit dans la « réaction politique sur toute la ligne » qui accompagne la bourgeoisie impérialiste « quel que soit [son] régime politique », dans l'oppression nationale et les tendances à l'annexion, le colonialisme et le militarisme, enfin dans la venue à maturité de l'opportunisme et sa mutation en social-impérialisme, des phénomènes irréversibles, déterminés matériellement et historiquement par les lois de fer de la concentration de la production, de la monopolisation et de la concurrence internationales des secteurs décisifs de l'économie sociale et du capital financier mondial. Il voit dans ce mouvement un appel à unir dans une

DANS CE NUMERO

- Réunion générale du Parti (sept. 76), premier compte rendu sommaire des thèmes traités (1).
- A propos de l'« Unité populaire » et du PCR (ml) : Le « peuple en général », qui est-ce ?
- Les 40 heures, 40 ans après.
- Sur les cinq continents : Thaïlande, Pérou, Italie, Portugal, Rhodésie.
- Comment la CGT conçoit les luttes.
- Notes politiques : LCR, PCF.

armée combattante les forces que le devenir même du monde bourgeois dans les métropoles et les colonies pousse à s'aligner sur le front du combat suprême. C'est pourquoi, dans l'indispensable lutte contre les effets de l'exploitation et de l'oppression que l'impérialisme fait peser sur les masses laborieuses, le marxisme conduit son action au nom de l'antagonisme irréductible entre la classe ouvrière et la classe bourgeoise, en tirant de l'expérience même des masses des confirmations pour la démolition des mystifications bourgeoises et démocratiques et de l'illusion

(suite page 3)

Sur les cinq continents

● En Thaïlande, répression à l'ombre de la « stratégie du ping-pong »

Les partisans de Mao peuvent se réjouir : le régime fort que feu le « grand timonier » suggérait au premier ministre thaïlandais Kukrit Pramoj pour contenir l'expansionnisme du « social-impérialisme » soviétique a été inauguré à Bangkok ! Que les Etats-Unis érigent ainsi un dernier rempart dans la péninsule indochinoise, peu importe : selon la pensée-Mao-tsé-tung, ce n'est pas Washington mais Moscou, voire même Hanoï, le pilier de la domination capitaliste mondiale. Que les prolétaires, les paysans et les étudiants radicaux qui rêvent d'une Thaïlande libre et républicaine soient de nouveau massacrés : dans la grande course aux zones d'influence asiatiques l'idéologie de la « libération nationale » et de la « lutte anti-impérialiste » que Pékin, à l'époque de sa révolution démocratique, agitait à l'adresse des pays du tiers-monde ne pèse guère. Ce qui compte, c'est la stratégie du ping-pong. Les successeurs de Mao n'ont pas à verser une larme sur les victimes du massacre.

C'est ainsi que concluent leur cycle — depuis 1948 en Europe, depuis le premier après-guerre dans l'aire afro-asiatique (pour ne pas parler de l'Amérique latine) — toutes les bourgeoisies révolutionnaires : instruments de progrès à l'origine, elles finissent comme instruments de conservation et de réaction.

La Maison Blanche et le Pentagone se frottent les mains. Ayant perdu la partie au Vietnam, ils l'emportent (pour l'instant) en Thaïlande. Allons, Hua Kuo-Feng, encore un « petit pas » en direction de Ford ou Carter !

● Au Pérou, le roi est nu

Dans l'histoire, les crises rejettent loin en arrière tout ce qui est conventionnel et dévoilent les traits profonds des classes, des régimes, des partis. Début de récession économique, déficit croissant de la balance des paiements, augmentation vertigineuse de la dette extérieure passée à 5 milliards de dollars, état virtuel de banqueroute de l'Etat, déclenchement de la spirale inflationniste et, par contrecoup, accentuation de l'agitation ouvrière et paysanne; telles sont les raisons qui ont amené le régime « révolutionnaire » péruvien, soi-disant anti-impérialiste et populaire, à accepter sans broncher en même temps qu'il établissait l'état d'exception et interdisait les grèves, les conditions économiques et financières du Fonds Monétaire International, en échange d'un crédit de 240 millions de dollars. Rappelons que le PCP justifie ces sacrifices demandés aux masses au nom de la révolution. Entre temps, sans la moindre escarmouche, les chefs militaires de cette « révolution blanche » ont été évincés par les militaires « conservateurs ».

Faisant le bilan de ces huit dernières années, Virgilio Roel, « ancien collaborateur du général Morales Bermudez (ancien premier ministre du régime) au ministère de l'économie, [...] affirme que le Pérou n'est pas moins dépendant qu'avant, et qu'il le serait même davantage » (Le Monde, 12-10-76). Ainsi donc, cette tentative impuissante de transformation bourgeoise « par en haut », qui n'a jamais eu d'autre objectif que d'empêcher et réprimer l'action révolutionnaire des ouvriers et des paysans péruviens, de renégocier avec l'impérialisme les termes du statu quo semi-colonial du pays et de forcer les propriétaires fonciers semi-féodaux à s'adapter aux conditions capitalistes d'exploitation sur le dos des masses travailleuses, quitte la scène, pacifiquement, sans même un baroud d'honneur. Et c'est cette « voie » qui aurait dû être, d'après le stalinisme latino-américain, et Fidel Castro lui-même, « un des étendards de la révolution latino-américaine » !

(suite page 2)

A propos de l'« Unité populaire » et du PCR (m.l.)

Le « peuple en général », qui est-ce ?

Dans sa critique du projet de Programme d'Erfurt, Engels exigeait qu'on supprime du texte toute référence creuse au « peuple en général », parce qu'il voyait dans ce penchant à fondre le prolétariat « dans la masse des opprimés et des exploités » le danger d'un glissement hors de la voie classiste. On a vu depuis, particulièrement avec la dégénérescence opportuniste de la Troisième Internationale, la constitution des Fronts populaires et des blocs pour la Résistance, se réaliser cette tendance opportuniste jusqu'au bout et dans toutes ses conséquences : renonciation à toute indépendance de classe, abandon des buts finaux, trahison des luttes prolétariennes jusqu'aux plus immédiates, soumission du prolétariat aux intérêts supérieurs du peuple, c'est-à-dire à la bourgeoisie.

Il revient à des groupes maoïstes comme le PCR de tenter aujourd'hui de redonner un lustre à la

formule archi-usée d'« Unité populaire », comme si cette perspective pouvait servir de guide à la recons-

titution d'une force prolétarienne, comme si elle n'avait pas marqué dans l'histoire des cinquante dernières années la plus grande défaite que la classe ouvrière ait jamais connue.

Mais voyons de plus près ce que le PCR entend par « Unité populaire ». On lit sous ce titre dans le programme du deuxième congrès du PCR : « La situation des différentes classes et couches sociales crée les conditions, sous la direction du prolétariat, d'une solide alliance de classe contre la bourgeoisie pour l'instauration du socialisme... Dans

(Suite page 4.)

RÉUNION PUBLIQUE A LILLE

Le samedi 27 novembre, 20 h 30, 27, rue Adolphe

LIBAN, AFRIQUE DU SUD

L'exigence de la solidarité prolétarienne

Sur les cinq continents

(suite de la page 1)

● En Italie attaque en règle contre la classe ouvrière

La crise qui affecte sérieusement l'économie italienne a amené le gouvernement de Rome à prendre toute une série de mesures destinées à redresser la situation. Le problème est simple : alors que la dette italienne s'élève à environ 15 milliards de dollars, le montant des réserves monétaires n'est que d'1 milliard et demi de dollars et le taux d'inflation atteint 17 %. Les marchandises italiennes sont de moins en moins compétitives, les exportations stagnent et les importations s'accroissent et, avec elles, la dette extérieure. Le gouvernement veut donc réduire la consommation intérieure, limiter les importations, accroître les exportations et créer les conditions pour la reprise des investissements. La réduction de la consommation doit se traduire par un prélèvement de 4.000 milliards de lires. L'opération est prévue en trois temps.

Début octobre le gouvernement a augmenté le prix de l'essence, du méthane, du butagaz, du gas-oil pour le chauffage, les engrais, l'assurance auto, la vignette, etc., et a annoncé la suppression de sept jours fériés. Fin octobre les tarifs de l'électricité ont augmenté de 15 %, ceux du téléphone de 25 %, etc.

Le deuxième train de mesures comprendra l'augmentation des tarifs postaux, des tarifs de chemin de fer, des transports en commun, des produits pharmaceutiques, du sucre, la création du ticket modérateur, etc.

Comment ont réagi les « représentants » des travailleurs devant cette attaque frontale de la bourgeoisie ?

Le 14 octobre la fédération syndicale Cgil-Cisl-Uil se réunissait pour décider : pas de grève générale, des actions de protestation, au niveau régional, tournantes, d'une durée non supérieure à 4 heures !

Le 18 octobre, au comité central du Pci, Berlinguer définissait l'objectif : la lutte contre l'inflation. Se déclarant partisan de « l'adoption de mesures anti-inflationnistes résolues », il mettait en garde la classe ouvrière : « Même dans certains secteurs du monde du travail et du mouvement syndical il y a des positions ou des tendances à sous-estimer le danger de l'inflation et, à cause de privilèges corporatistes, à ne pas le redouter » et, après avoir recommandé de se serrer la ceinture, il lançait un appel à travailler davantage en combattant l'absentéisme : « Si la classe ouvrière veut gagner la bataille pour la moralisation [sic] il faut qu'elle se présente avec les papiers en règle d'une force qui sait respecter les engagements qu'elle prend et qui ainsi exige et peut exiger également que les autres les respectent. »

Alors que le président du Pci, Longo, faisait semblant d'émettre des réserves sur cette politique et lançait des phrases ronflantes (« Au gouvernement ou dans l'opposition nous avons toujours été et nous sommes le parti des travailleurs dont nous interprétons les aspirations, les idéaux, la volonté unitaire de lutte »), son compère Amendola renchérissait sur le discours de Berlinguer : « Des mesures graves s'imposent, bien plus graves que celles qu'a prises et annoncées le gouvernement. Ces dernières, nous devons les critiquer, non seulement parce qu'elles sont contradictoires et non équitables, mais surtout parce qu'elles sont INSUFFISANTES » !!!

De crainte d'avoir été insuffisamment clair, Berlinguer précisait dans son discours de clôture : « Comme communistes non seulement nous nous déclarons d'accord mais nous sollicitons, et avec énergie, des mesures sévères. »

Comme un écho, le même jour, Lama déclarait au quotidien « indépendant » Il Tempo : « Le temps des vaches grasses est fini pour l'instant ». Condamnant la sur-consommation et le farniente des Italiens, Lama lançait à la cantonade : « Ces choses-là ne sont plus pour nous, elles ne correspondent plus à notre situation actuelle ! Nous devons nous mettre dans la tête que d'un moment à l'autre le marché des changes pourrait être fermé à notre monnaie et alors nous ne pourrions importer qu'en fonction de nos exportations, c'est-à-dire peu de choses. Nous resterions sans viande, sans denrées alimentaires, sans essence et sans matières premières. Alors oui ce serait la vraie misère ! Si nous ne voulons pas de cela, chaque personne, chaque famille italienne doit retrousser ses manches et s'adapter à la situation exceptionnelle ! Il faut travailler davantage, mieux, avec des idées claires, avec courage. Et consommer moins. »

Pour contrôler les réactions des ouvriers — y compris dans ses propres rangs —, le Pci a mobilisé tout l'appareil du parti, de la base au sommet. A ceux qui, sans parler de révolution, réclament, contrairement aux priorités définies par la direction des changements d'abord et les sacrifices ensuite, un des dignitaires du Pci, Napolitano, a répondu que non seulement les sacrifices sont nécessaires mais qu'ils ne seront pas limités à une courte période. Même si le Pci va au gouvernement, a ajouté Napolitano, il faudra des années pour rétablir la situation (Corriere della Sera, 25 oct. 1976). Le dirigeant « communiste » a poussé le cynisme au point d'expliquer que le « miracle économique » italien des années 50 ne se reproduira plus pour la simple raison que ce qui l'a rendu possible c'était le faible prix du pétrole et « le niveau dérisoire des salaires » ! (il aurait pu ajouter aussi : grâce à l'émigration). En déclarant que les salaires ont augmenté depuis à un rythme supérieur à celui des autres pays capitalistes le Pci annonce la couleur : le moment venu, c'est-à-dire quand il ne sera plus possible d'accroître la pression fiscale — directe et indirecte —, il faudra recourir à une politique des revenus officielle. Le Pci et les syndicats sont prêts. Alors commencera véritablement la phase 3.

● Au Portugal, la « remise en ordre » continue

Le 19 octobre le Conseil des Ministres, présidé par le socialiste Soares, a approuvé un décret-loi selon lequel les entreprises pourront licencier tout ouvrier dont « le comportement rend pratiquement impossible les relations de travail », c'est-à-dire tout ouvrier qui essaie de se battre pour défendre et améliorer ses conditions de vie et de travail. C'est là l'aboutissement naturel de la politique de l'unité avec des forces bourgeoises, tels que les secteurs, même de gauche, de l'armée et les partis opportunistes PS-PC. En laissant l'initiative entre les mains de ces forces, qui feront toujours prévaloir les impératifs du capital et de son Etat, les travailleurs s'interdisent toute possibilité de réponse efficace aux attaques de la bourgeoisie. C'est ainsi que la bourgeoisie portugaise a pu mettre de l'ordre dans les casernes, les campagnes et les usines sans que les soldats, les paysans, les ouvriers ébauchent de résistance sérieuse. La pression sur les classes laborieuses n'ira qu'en s'aggravant. Celles-ci ne pourront y faire face qu'à condition de rompre avec la tenace obsession de l'« unité populaire » incarnée par l'Alliance MFA-peuple, ou par le FUP, et qui persiste aujourd'hui sous la forme des G.D.U.P. (Groupes de Dynamisation de l'Unité Populaire) et de la main tendue au PC et même au PS, comme le préconisait la LCI à son congrès du début de l'année.

● En Rhodésie, le Mozambique s'appête à marchander la guérilla

La distinction entre « Etats modérés » et « Etats militants » ne saurait durer : si l'Angola et le Mozambique normalisent chez eux, ont-ils intérêt à trop de bouleversements dans toute la zone ?

Les 40 heures, 40 ans après...

Quand Jouhaux défendit devant la noble assemblée du BIT en 1933 la revendication de l'abaissement de la semaine de travail à 40 heures, décidée par la très respectable Fédération Syndicale Internationale, ce n'était certes pas parce qu'il était préoccupé par les intérêts du prolétariat. En réalité, les réformistes prétendent concilier les intérêts de la classe ouvrière et ceux du capitalisme et, en conséquence, ils ne trouvent une revendication ouvrière « légitime » que dans la mesure où elle leur semble en même temps utile au capital. C'est ainsi que face à la fantastique crise productive qui sévissait alors et devant l'exigence de contrôler la lutte prolétarienne, notre réformiste et social-patriote distingué croyait avoir trouvé la solution miracle pour concilier enfin les intérêts inconciliables : la réduction de la semaine de travail devait en même temps calmer les ouvriers et donner une solution à la « surcapacité de production et au chômage ».

● Les 40 h en 1936 : réduction du temps de travail et réduction du chômage...

Emboitant le pas aux dirigeants de la C.G.T., les socialistes au gouvernement en 36 — sous la pression, il est vrai, d'un puissant mouvement de grèves — ne se firent pas trop tirer l'oreille pour faire passer la loi des 40 heures. Si bien que la durée hebdomadaire du travail dans les industries de transformation passa en France de 45 h 8/10 en 1936 à 40 h 2/10 en 1937. Cette réduction eut cet effet très positif pour le prolétariat qu'elle égalisa le temps de travail des secteurs les plus archaïques et des plus modernes. Mais le fait que la semaine de travail tomba même à 38 h 7/10 en 1938 permet de comprendre que cette réduction n'exigeait pas de sacrifices trop lourds de la part des industries modernes, ce qui prouve que la situation du prolétariat exigeait déjà une réduction bien plus forte encore !

Or quelle ne fut pas la stupeur de nos « économistes » réformistes quand ils constatèrent que l'application de la loi n'avait qu'un effet assez limité sur le chômage ! Le chiffre officiel des chômeurs passa en effet de février 1936 à février 1938 de 487.000 à 412.000 pendant que la production industrielle régressait de 3 %, et ce, malgré l'embauche de 80.000 cheminots... Evidemment ils avaient oublié une toute petite chose, à savoir que la réduction du temps de travail s'accompagne généralement d'une augmentation de la productivité du travail.

Il est clair cependant qu'une telle constatation ne saurait dispenser le mouvement prolétarien d'avancer en tout temps la revendication de la diminution de la journée de travail et à plus forte raison en période de chômage, où on doit insister sur le besoin de lutter contre les heures supplémentaires sans s'imaginer « trouver une solution du chômage », mais surtout pour soulager les travailleurs actifs du poids de la concurrence accrue et pour unir les rangs des actifs et des non-actifs en liant ces revendications à celle du salaire intégral pour les chômeurs.

Les réformistes allaient-ils devant ce résultat, inattendu pour eux, admettre leur erreur et reconnaître que la lutte contre le chômage doit être liée à la lutte révolutionnaire contre le capital. C'eût été trop leur demander. Bien au contraire, ils confirmèrent encore le sens profondément anti-prolétarien de leurs principes en reconnaissant avec les représentants de la petite et moyenne industrie que la loi des 40 heures était une loi de « trahison nationale » puisque, d'accord avec tout le beau monde qui vit sur les épaules du prolétariat, directions syndicales et stalinien compris, ils laissèrent le gouvernement en suspendre l'application... pour les besoins sacrés de la défense nationale.

● La question du « retour aux 40 h » en France depuis la Reconstruction, en passant par Grenelle 1968

Depuis ces temps d'inexpérience, les réformistes et leurs héritiers stalinien se sont bien promis de ne jamais plus commettre de telles bourdes économiques. Ils n'avaient pas prévu la réduction du temps de travail que s'ils y sont contraints par la pression ouvrière spontanée — et d'autant plus spontanée d'ailleurs qu'ils ont complètement ôté de leur propagande le besoin général de cette revendication centrale de la lutte immédiate qui deviendra demain aussi l'objectif central du socialisme. C'est ainsi que la semaine de travail a pu passer depuis la guerre de 43 heures à plus de 46 heures dans les années soixante, ce qui en dit long sur les satisfecit réformistes sur le « renforcement du mouvement ouvrier », si on sait de plus que la production a été dans le même temps multipliée par trois par rapport à 1936 en s'accompagnant d'une intensification formidable du travail.

Quand la revendication recommença à surgir, les opportunistes en tinrent compte... en ne l'avancant que dans la mesure où elle

était pratiquement compensée par l'augmentation de la productivité : c'est ainsi qu'ils demandèrent à Grenelle le retour aux 40 heures en trois ans ! Au rythme où l'on est allé depuis, il faudrait encore au moins huit ans pour y parvenir puisque la durée hebdomadaire moyenne est aujourd'hui de 43 h !

Mais si on travaille encore plus de 48 heures dans certains secteurs, on est déjà en dessous de 40 heures dans d'autres. D'où la nécessité pour les directions syndicales opportunistes de parler de la semaine de 35 heures. La C.F.D.T. a commencé. Aujourd'hui la C.G.T. s'y met, après la découverte du P.C.F. selon laquelle il était « souhaitable » de ne pas s'arrêter à 40 heures. Mais on en parle uniquement en perspective, un peu comme il y a trente ans on parlait déjà du... retour aux 40 heures. Ce qui est certain c'est qu'on ne remet pas en cause les heures supplémentaires, ce qui est la meilleure garantie pour ne pas arriver aux fameuses 40 heures avant que le capital n'y ait lui-même consenti !

● Et dans le « modèle RDA », où en est la réduction du temps de travail ?

Et que se passe-t-il donc à l'Est, où, selon nos réformistes, le socialisme serait déjà réalisé ? La « résolution conjointe sur l'amélioration ultérieure [évidemment c'est toujours pour demain !] des conditions de vie et de travail des travailleurs en R.D.A. pour la période 1976-1980 », datée du 27 mai 1976 et parue dans le n° 4 de la série Documents sur la politique de la R.D.A. est très instructive à cet égard. On n'y apprend pas seulement que le salaire de base d'un million et demi d'ouvriers sera augmenté parce qu'« avec des salaires plus hauts, les ouvriers seront intéressés à fournir de meilleures prestations afin d'approfondir le processus d'intensification économique [avec quelle grâce ces choses-là sont dites !], et ce « surtout dans les industries ayant un fort pourcentage de travail posté

et de conditions de travail pénibles, qui sont aussi [diable, par quel hasard ?] des entreprises particulièrement intéressantes pour l'augmentation de la capacité productive de l'économie nationale ». On y apprend aussi qu'au 1^{er} mai 1977 la semaine de travail sera réduite à 40 heures (elle est donc largement supérieure !) pour les « ouvriers qui travaillent en trois équipes ou avec le système du travail en continu », et à 42 heures pour ceux qui travaillent en deux équipes, ce qui signifie que ceux qui travaillent en « normale » auront encore la joie d'« édifier le socialisme » plus longtemps encore... Quel paradis ! doivent penser les industriels de notre pauvre pays qui contient si peu de socialisme que nos Marchais et Séguy voudraient bien lui en injecter un peu !

● Pour la semaine de 35 h maximum ! Pour la journée de 7 h maximum !

La réduction du temps de travail est un besoin permanent de la défense des conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière, une revendication qui peut dans l'immédiat permettre de soulager un peu la misère de la classe, pourvu que cette réduction soit draconienne et immédiate, et d'unifier ses luttes tout en favorisant une propagande authentiquement communiste.

A l'échelle de l'Europe, la revendication ne peut plus se situer au-dessus de la semaine de 35 heures maximum à salaire égal et avec interdiction des heures supplémentaires, ou de la journée de 7 heures avec deux jours de repos consécutifs par semaine.

A l'échelle internationale, cela n'est peut-être déjà plus suffisant puisque aux Etats-Unis est déjà agitée la revendication de la semaine de 30 heures.

Comment la CGT conçoit les luttes

Dans son interview à Europe 1 du 24 octobre, Séguy n'a rien dit de bien original ni de bien nouveau, mais ses propos sont tout de même instructifs.

Sur les prochaines élections : « Nous ne ferons rien qui puisse être de nature à troubler la sérénité des consultations électorales à venir. Nous sommes trop respectueux de la démocratie pour faire quoi que ce soit qui interdise aux citoyens de se prononcer à ce moment important de la vie politique et sociale en toute tranquillité de conscience » (enfin un moment de tranquillité, où conformément aux rêveries conciliatrices, la lutte des classes est sublimée non seulement en un duel conventionnel, mais mieux encore, en un... examen de conscience !). Mais le besoin de la lutte ? Eh bien, « entre cette moitié du mois d'octobre 1976 et les élections municipales, il y a tout de même quelques mois qui nous permettent d'agir et de poursuivre notre combat revendicatif et, après les élections municipales jusqu'aux élections législatives, il y aura encore beaucoup de possibilités d'action ». Il y en a donc pour tout le monde. Pour ceux qui veulent voter : les élections, pour ceux qui veulent « agir » : les trous entre les élections, où nos réformistes se chargent de prévoir des calendriers, des « journées d'action »... destinées à servir de tremplin vers les élections ! Ainsi chacun peut se déterminer librement et individuellement, mais pour une seule voie : celle de l'acceptation démocratique de la société bourgeoise.

Séguy a d'autre part promis que « si la gauche gagne les élections, la CGT veillera aussi bien à ce que les engagements pris soient strictement respectés qu'à faire face aux réactions de la droite ou aux tentatives de débordements démagogiques irresponsables ». Mais inutile de promettre pour demain : ils le font déjà aujourd'hui !

Réunion générale du Parti (sept. 76) (1)

(premier compte rendu sommaire des thèmes traités)

Notre travail actuel sur le programme de transition — c'est-à-dire sur l'évolution des mots d'ordre et des indications tactiques du parti prolétarien au fur et à mesure de la maturation des conditions objectives et subjectives de la révolution — se relie à deux tâches essentielles auxquelles nous nous sommes consacrés ces dernières années :

1° la définition la plus « détaillée » possible des tâches tactiques du parti, sur la base de toute l'expérience historique du prolétariat et de la situation objective et subjective dans laquelle nous travaillons ; cette définition et cette étude ayant une valeur indépendante de la possibilité réelle de lancer des mots d'ordre proprement dits, pour lesquels il s'agit justement de préparer le terrain par des indications et des perspectives (qui peuvent d'ailleurs n'être pas univoques) ;

2° la critique et l'appréciation objective de courants et de mouvements se réclamant d'interprétations qui se prétendent non seulement révolutionnaires et prolétariennes mais plus précisément marxistes.

Rappelons un point central, qui n'est pas une découverte de ce travail récent, mais sur lequel la Gauche communiste italienne a été amplement calomniée : l'affirmation de l'invariance historique de la doctrine marxiste n'implique pas que la tactique et les revendications immédiates s'en déduisent automatiquement. Il ne s'agit pas, en particulier, de nier toute évolution dans la tactique et les revendications immédiates et tout choix du parti en rapport avec l'évolution des situations, dans le cadre de principes fixes et d'un « éventail de possibilités » prévues, comme il ne s'agit pas de renoncer à exclure certaines revendications adaptées à une période précédente.

L'opposition de la Gauche italienne à l'intérieur de l'I.C., basée entièrement sur la nécessité de fixer les limites des manœuvres et des mots d'ordre réalisables, ne doit pas être comprise comme l'affirmation selon laquelle il y aurait un catalogue de revendications toutes prêtes à avancer inlassablement et régulièrement dans toutes les situations, exactement comme les grands principes du communisme. Elle signifiait que le lien entre les buts, les principes, le programme et les revendications immédiates s'appuie sur certains objectifs en un sens « transitoires », en tant que conditions indispensables pour la direction par le parti du mouvement des masses, et non contradictoires avec tout le reste. Le lien entre les buts finaux et les objectifs partiels, comme en général entre « théorie » et « action », n'est pas immédiat et mécanique, mais dialectique (ce qui ne veut pas dire contradictoire).

Dans l'activité du parti en direction des masses, c'est-à-dire dans ses indications d'objectifs tactiques et dans certains moments précis, de revendications à obtenir par la mobilisation révolutionnaire, nous devons distinguer trois niveaux (distincts, mais, répétons-le, dialectiquement liés) :

1° les revendications partielles ;
2° les mots d'ordre de mobilisation révolutionnaire ;

3° le programme des premières mesures du prolétariat au pouvoir pour la transformation et le contrôle de la société.

Notons qu'il y a un quatrième niveau, qui reste encore hors de la perspective visible et qui est celui des mesures socialistes au sens restreint du terme, c'est-à-dire le niveau des buts finaux.

La seconde réunion générale du Parti de l'année s'est tenue en septembre après des réunions préparatoires sur les rapports et avant une réunion d'organisation pour les sections locales. Deux grands thèmes y ont été traités : la question du programme de transition (qui implique la critique du « programme de transition » de Trotsky, mais ne s'y limite pas), et l'analyse du cours de l'impérialisme, et en particulier de la crise actuelle. Le premier rapport se rattachait d'une part aux réunions antérieures sur le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste et sur les thèses sur la tactique (contemporaines et postérieures au 3^e Congrès) défendues par la Gauche à la tête du Parti Communiste d'Italie, d'autre part à la réunion sur la révolution permanente d'après Marx et Lénine. Le deuxième rapport complétait, lui, le rapport développé présenté l'an dernier. Les deux exposés, très riches, ont été suivis avec beaucoup d'intérêt et d'attention par les camarades présents. Ils feront l'objet d'une publication détaillée dans notre presse. Nous en donnons un résumé sommaire dans ce numéro et dans le suivant.

Les trois niveaux ne coïncident pas ; et seul le parti révolutionnaire sait faire correctement la distinction qui échappe complètement aux immédiatistes, même de gauche.

Les mots d'ordre qui ont été définis comme transitoires, et que nous pouvons simplement appeler « révolutionnaires » (à un moment précis) sont ceux du niveau 2. Le problème de la révolution c'est de passer du premier niveau au troisième (le pouvoir) à travers le second, compris non comme une « étape » intermédiaire, mais comme un maillon d'une chaîne unique.

Pour atteindre cet objectif — ce que l'histoire du mouvement prolétarien n'a permis que dans la Russie de 1917 — certaines conditions préliminaires, certains pré-supposés sont nécessaires, qui ne se limitent pas, bien sûr, à une situation objectivement critique pour la classe au pouvoir, ni à la « perfection » théorique atteinte par l'organisation politique prolétarienne, mais qui impliquent un troisième élément fondamental : un mouvement de classe influencé par le parti révolutionnaire. Le premier objectif du parti, et c'est là la condition même de tout le mouvement révolutionnaire à venir, n'est pas d'inventer de futurs mots d'ordre

« de transition », mais de fixer son programme d'intervention dans les revendications partielles, pour atteindre la plus grande influence possible sur les masses en mouvement.

De ces considérations succinctes, il résulte que les objectifs généraux (à l'exception des objectifs très généraux) ne peuvent être appréciés non seulement indépendamment des principes, mais aussi indépendamment des situations historiques et du moment précis dans lequel ils sont lancés : en d'autres termes, il n'existe pas de revendications révolutionnaires en soi, et cela non seulement sur le terrain des améliorations économiques, mais également sur le terrain purement politique. Il suffit de rappeler à ce sujet la tactique du parti bolchevique à l'égard des soviets.

Les revendications ne peuvent prendre une signification révolutionnaire qu'en tant qu'elles sont insérées dans toute la perspective révolutionnaire prolétarienne, c'est-à-dire celle du parti de classe.

Le parti travaille dans une situation déterminée, au contact de la classe ouvrière, sur le terrain déjà « délicat » des revendications partielles (qui présentent presque toutes l'inconvénient de pouvoir être

comprises comme des « buts en soi »), et « tâte », à travers l'évolution de la situation dans le sens de la mobilisation ouvrière et à travers l'évolution du parti lui-même, la possibilité de passer à d'autres revendications, même de caractère politique, qui, à la fin du processus, prennent une valeur révolutionnaire, non pas à cause de leur contenu « socialiste » mais parce qu'elles permettent d'entraîner les masses dans le mouvement révolutionnaire guidé par le parti.

C'est cela l'expérience historique de la révolution d'Octobre et de toutes les tentatives révolutionnaires du prolétariat moderne. Et d'ailleurs c'est une des « lois » de toutes les révolutions : celles-ci ne se produisent pas du fait de la compréhension de principes, mais à cause de la nécessité d'affronter avec des moyens nouveaux des problèmes anciens, ceux que la société constituée ne parvient pas à résoudre.

Il s'agit donc de passer du plan général à une étude historique plus particulière. L'exposé a montré comment la théorie s'est trouvée confirmée par l'expérience de deux mouvements révolutionnaires fondamentaux : la révolution bolchevique et le mouvement communiste en Italie en 1921-22.

En rappelant quelques points de l'exposé de la réunion générale précédente sur la révolution permanente, on a retracé une partie du chemin du parti bolchevique de 1905 à 1917, devant les tâches que lui imposait l'évolution historique, débouchant sur les revendications de transition révolutionnaire — le pain, la terre, la paix —, qui avaient ce caractère parce que — en parallèle avec le pouvoir potentiel des soviets — elles impliquaient à ce moment-là le passage du pouvoir à une autre classe. On a cité comme un texte exemplaire pour cette démonstration l'article de Lénine La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer, où ces mesures « reconnues nécessaires par tous » sont revendiquées non pour leur valeur révolutionnaire en général, mais parce qu'à ce moment précis, elles impliquaient un gouvernement prolétarien, la substitution du régime du prolétariat et des paysans à celui de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers et parce qu'elles impliquaient et impliquent — répétons-le clairement contre toutes les interprétations « modernes » — la rupture avec le front opportuniste, la dénonciation ouverte de tout gouvernement « démocratique », de gauche, « ouvrier », progressiste, qui se révèle dans les faits incapable de réaliser même un quelconque programme d'urgence.

A propos de la situation italienne en 1922, on a noté la convergence théorique du P.C. d'Italie avec le parti bolchevique, et l'identité à peu près complète dans l'appréciation des classes et des forces en jeu.

(A suivre.)

Action de classe et non action démocratique !

(suite de la page 1)

petite bourgeoise qui croit pouvoir « modifier par des réformes les bases mêmes de l'impérialisme », et en faisant de ces luttes, conduites et centralisées sur un terrain de classe, un entraînement pour la démolition des causes mêmes de l'exploitation et de la domination de classe.

L'opposition petite bourgeoise ne saisit pas dans le capitalisme et dans la polarisation des forces qu'il engendre matériellement, l'aspect révolutionnaire. Elle répond aux « questions fondamentales de la critique de l'impérialisme » d'une manière historiquement rétrograde, en faisant tourner « en arrière » la roue de l'histoire. Détachant la politique de l'impérialisme de ses racines économiques, et par conséquent de ses fondements dans le capitalisme, et évoluant dans les structures formelles et fictives du droit, elle rêve d'une restauration de formes économiques, sociales et politiques **bourgeoises** que par son développement même le capitalisme a été amené à enterrer en jetant malgré lui les bases objectives (mais rien qu'objectives) de sa propre démolition, et qui ont perdu depuis longtemps leur fonction révolutionnaire.

Toute son action se fait au nom de l'Homme et du Citoyen, non de la **classe** ; de la démocratie en général, non de la démocratie **prolétarienne** chère à Lénine, c'est-à-dire de la dictature des seuls travailleurs ; de la paix en général, non de la paix et de la guerre **révolutionnaires** qui naissent de la prise du pouvoir et mettent fin à la paix et à la guerre **impérialistes** ; des réformes de l'ordre économique, social et politique existant, non de sa **démolition** révolutionnaire. C'est pourquoi si elle peut soulever des revendications senties par les masses laborieuses à un moment donné — et nous reconnaissons volontiers que cela peut être un symptôme, mais rien de plus, de réactions que nous devons tendre à radicaliser — elle ne peut le faire

que d'une manière **abstraite**, sous la forme la plus inoffensive et acceptable par l'impérialisme, en cachant qu'on ne peut les obtenir que par l'action énergique de classe — et plus tard, l'action révolutionnaire — **contre** les forces et les institutions de l'Etat ; bref en trompant et en corrompant les ouvriers, en anesthésiant et en avilissant leur conscience et leur volonté de classe.

L'opposition petite bourgeoise n'est pas isolée par des barrières infranchissables des forces déterminantes de l'impérialisme et de l'opportuniste, bien au contraire. Mais elle ne se confond pas entièrement avec elles. Dans le cours des vicissitudes historiques, ces forces subissent des modifications, des rapprochements et des osmose, et des écartèlements, tout en maintenant un cap politique qui les fait converger à la défense de l'ordre établi contre le mouvement révolutionnaire. Ce qui donne à cette opposition ses contours parfois difficiles à cerner, mais en même temps, et ce n'est pas un paradoxe, son importance politique — une importance qui dépasse précisément son poids spécifique en tant que force agissante dans les affrontements sociaux — c'est le fait qu'elle fournit sous la forme la plus générale et la moins marquée par les intérêts privés, l'expression la plus achevée de la « démocratie pure » et de l'idéologie des réformes. Il s'agit là de points essentiels de ralliement de différentes forces pour la défense et la consolidation de la domination bourgeoise. La « démocratie pure » est, comme l'écrit Engels et le rappelle Lénine, le dernier retranchement contre-révolutionnaire. Quant à l'idéologie des réformes, composante essentielle de l'opportuniste, elle est loin d'être en opposition avec l'impérialisme, elle le sert et lui est même avantageuse, puisque, comme l'écrit encore Lénine, « rares sont les impérialistes avérés, cyniques » et que précisément « les publicistes bourgeois défendent généralement l'impérialisme sous une

forme quelque peu voilée » qui est celle des réformes et des aménagements de la rapine « démocratique » à l'extérieur et de l'oppression « démocratique » à l'intérieur. C'est aussi le caractère abstrait de cette opposition qui rend possible la manœuvre contre-révolutionnaire du centrisme — comme ce fut le cas avec le social-pacifisme de Kautsky pendant la première guerre — manœuvre qui consiste à châtrer les forces qui réagissent à des trahisons ouvertes du social-impérialisme en les mettant à la traîne, non pas directement de ce dernier, ce qui lui est précisément encore impossible, mais de l'opposition démocratique petite bourgeoise et pacifiste.

*

Il est clair que l'union avec cette opposition ne peut se faire qu'en taisant les principes spécifiques de la lutte prolétarienne et en cautionnant ses principes politiques abstraits. Elle entre donc en contradiction ouverte avec les besoins de la préparation révolutionnaire. De plus, de par la nature et les possibilités de cette opposition, elle revient à déplacer le centre de gravité de l'action à mener du terrain de la lutte et des méthodes de classe vers le terrain de la légalité et des institutions, et doit nécessairement aboutir à la scission du prolétariat, en excluant du mouvement non seulement les prolétaires qui dénoncent dans la démocratie bourgeoise la meilleure enveloppe de la dictature du capitalisme, mais même les ouvriers combattifs qui se portent sur le terrain de la force collective de classe, et s'opposent instinctivement à sa prostitution démocratique.

Ainsi, les initiatives qui mélangent les deux méthodes finissent par donner aux organes qu'elles suscitent — comme cela a été le cas dans le mouvement de soutien aux soldats ou dans la campagne contre la répression en Espagne — non le caractère d'organes ouverts à tous les ouvriers qui reconnaissent le principe de la lutte de classe, sans

préjuger des voies de l'émancipation prolétarienne, mais celui d'organes ouverts aux forces et aux orientations — et même à certaines organisations — qui ne peuvent pas quitter le terrain bourgeois, mais fermés aux ouvriers d'avant-garde et à leur radicalisation. Les appels à cette opposition constituent un test de la capacité et de la volonté des forces politiques dont ils émanent à se porter sur le terrain de la lutte de classe, et à lutter pour la renforcer. Ils traduisent aussi leur aptitude à trancher dans un sens révolutionnaire l'antinomie qui existe entre l'alliance nationale avec cette opposition et l'alliance internationale que le prolétariat mondial doit tisser avec les peuples coloniaux en armes contre les institutions que l'opposition petite bourgeoise cherche à aménager et non à détruire.

Nous sommes loin d'être indifférents aux fissures que l'action de cette dernière peut provoquer dans le front des classes dominantes. Mais c'est en dénonçant devant les masses — et non en taisant — toutes les incohérences, les compromissions et les silences des « personnalités » qui disent défendre leurs intérêts qu'on peut le plus efficacement contraindre celles-ci à « agir », dans la mesure où elles sont capables de le faire, tout en conservant au parti révolutionnaire son indépendance politique et aux organisations ouvertes leur indépendance élémentaire de classe, indépendances nécessaires pour pouvoir « déborder » les oppositions non révolutionnaires, et même pour entraîner les meilleurs éléments qui les suivent parce que trompés par elles.

L'état de délabrement du mouvement ouvrier aujourd'hui ne fait que rendre plus urgente la nécessité de travailler à organiser la lutte **autonome** du prolétariat sous peine de stériliser les efforts prolétariens, de lutter pour ranimer sa confiance — et non sa méfiance — dans ses **propres** forces, celles qu'elle possède potentiellement et qu'elle devra se réapproprier pour s'émanciper.

Lisez et diffusez
**programme
communiste**
communist
program

permanences du parti

EN BELGIQUE

• **A Bruxelles** : le dimanche 12 décembre de 10 h à 12 h, local de l'A.S.B.L.-Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050 - Bruxelles.

EN FRANCE

• **A Angers** : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• **A Lille** : les dimanches 21 novembre et 5 décembre, de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

• **A Lyon** : le samedi 4 décembre, et en général le 1^{er} samedi de chaque mois, de 17 h à 18 h, brasserie de l'Étoile, 1, cours Gambetta.

• **A Marseille** : la permanence est provisoirement fermée. Pour prendre contact, écrivez à F. Gambini, B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1.

• **A Mulhouse** : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Klappersteil 68, 4, rue Gutenberg.

• **A Paris** : 20, rue Jean Bouton (12^e) le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• **A Strasbourg** : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

• **A Toulouse** : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

• **A Lausanne** : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que les samedis 20 novembre, et 5 et 19 décembre, ainsi qu'en général tous les 1^{er} et 3^e samedis de chaque mois, de 10 h à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché, 1^{er} étage à droite : « Atelier ».

Correspondance pour la Suisse B.P. 85 Montcholsy LAUSANNE 19

souscription permanente

Listes n° 7, 8 et 9

Anita et Wanda, en mémoire de Bruno, 50; Ray/Amiens, 60; Epinay, soutien, 32; Vitry, soutien, 16; Orly, soutien, 24; Raymond, soutien, 24; réunion publique Paris, juin, 261; Montreuil, 10; Paris, (7/8/9), 4.998,10; Lau., (7/8/9), 850; Yves, C., 500; Canada, 1.000; Grenoble, (9), 47; Valence, (8), 37; Angers, (7/8/9), 725,50; Lille, (9), 290; Strasbourg, (7/8/9), 226,50; Espagne, 50; Aix, (9), 2; Grenoble, (4), 70,50; Marseille, (3), 94; Rouen, (4), 30; Valence, (2), 200; Angers, (5/6), 592,50; Lille, (3/4/5/6), 420; Toulouse, (5), 84; Strasbourg, (3/4/5/6), 2.209,20; Souscription Réunion Générale, 1.525; souscription exceptionnelle, 5.628,60.

Total listes 7, 8 et 9 ... 20.056,90
Total précédent ... 36.105,99
Total général ... 56.162,89

presse internationale

Voici le sommaire
du n° 19 (23 octobre 1976) de

il programma comunista

- Sciopero generale a oltranza contro le misure di austerità in vigore e in preparazione.
- La risposta operaia all'attacco del capitale contro le condizioni di vita dei lavoratori.
- Gli scioperi dei ferrovieri: una categoria combattiva in balia di sindacati affittati agli « interessi nazionali » e aziendali.
- Il problema della disoccupazione giovanile.
- Bancarotta dello Stato!
- Il cammino del capitalismo in Cina.
- Tailandia, Libano, Quadrante.
- Svezia: il gioco delle parti.
- Aspetti della guerra dell'oro.
- IV^e Internazionale ed eurocomunismo.
- C'era una volta la Nuova Sinistra.
- Risposta operaia all'attacco capitalista.

EL PROGRAMA COMUNISTA

Le « peuple en général », qui est-ce ?

(Suite de la page 1)

les dernières années de nombreuses couches sociales, telles que les petits paysans, les employés de la fonction publique, les employés des grands magasins et des banques... ont engagé des luttes importantes dans lesquelles s'est manifestée d'une manière nouvelle l'aspiration à s'unir à la classe ouvrière et à rejoindre le socialisme.

Si l'on veut dire par là que le prolétariat est loin d'être indifférent aux mouvements des classes moyennes qui naissent inévitablement sous la pression du capital, qu'il entend bien rallier à lui certaines couches sinon avant, du moins après la révolution, rien de plus juste. Et les paysans pauvres sont bien une catégorie vers laquelle les communistes tournent tout particulièrement leurs regards. Quant aux employés dont il est ici question, il s'agit de couches pratiquement prolétariées. Mais en ce cas, pourquoi utiliser cette formule d'« Unité populaire » qui ne peut apporter que la plus grande confusion ? C'est qu'en vérité la question ici est tout autre.

Ainsi, le chapitre du programme consacré à l'unité populaire est précédé d'une « analyse » qui est une sorte de revue détaillée où sont examinées l'une après l'autre les différentes catégories de la petite bourgeoisie. On y trouve une série d'appréciations banales, portant en substance sur la plus ou moins grande perméabilité à l'influence prolétarienne des commerçants, paysans, etc., avec en arrière-plan cette préoccupation constante : déterminer le degré d'« aspiration de chacun d'eux à rejoindre le combat du prolétariat pour le socialisme ». Et cette « aspiration » (le terme lui-même traduit bien l'idéalisme foncier qui sous-tend cette vision) est si bien inhérente à certaines couches, notamment la paysannerie, que le PCR les range de façon définitive du côté du prolétariat, de telle sorte que, toujours d'après le PCR, non seulement elles partageront pleinement le combat du prolétariat mais elles exerceront de concert avec lui la dictature : « La dictature du prolétariat réalisera... le pouvoir des ouvriers et des paysans... le prolétariat étendra ses alliances aux employés prolétariés, aux intellectuels révolutionnaires. » Voilà donc délimités d'un côté les amis, de l'autre les ennemis, ceux qui font partie du peuple et ceux qui en sont exclus.

On aboutit ainsi à une véritable caricature des rapports entre le prolétariat et la petite bourgeoisie. Ce qui en effet, pour le marxisme, caractérise fondamentalement, sur le plan politique, les classes moyennes, c'est leur nature hésitante et instable qui les fait osciller sans cesse du prolétariat à la bourgeoisie parce qu'elles sont à la fois intimement liées au mode de production capitaliste et écrasées par lui. Les communistes ne cessent de mettre en garde le prolétariat contre les volte-face de la petite bourgeoisie, de l'appeler à ne jamais compter que sur lui-même, même quand il cherche à la rallier. La dialectique maoïste dont nous avons ici un superbe échantillon, traduit cela ainsi : dans la petite bourgeoisie, il y a d'un côté les bons qui aspirent au socialisme, de l'autre les mauvais qui n'y aspirent pas.

D'où ce populisme qui, pour être restreint à certaines catégories, n'en est pas moins bon teint. On sauve son âme en parlant de l'esprit réactionnaire des cadres, en prenant violemment à partie, comme lors de leur dernière grève, les petits commerçants mais on présente de façon complètement univoque « la paysannerie pauvre et moyenne, partie intégrante du combat pour la révolution socialiste, dont l'alliance avec le prolétariat constitue la base de l'unité populaire » (Front Rouge, n° 7, p. 33). Et l'esprit conservateur de la paysannerie ? Et le caractère souvent (le plus souvent, disait Lénine) réactionnaire de ses luttes ? A aucun moment il n'y est fait allusion.

« Le mécontentement du petit

producteur, écrivait Lénine, engendre très souvent (et doit inévitablement engendrer pour beaucoup) le désir de défendre son existence de petit possédant, c'est-à-dire de défendre les bases de l'ordre existant et même de revenir en arrière... Sa lutte est bien souvent dirigée contre le prolétariat car sa situation de petit producteur oppose nettement et sur beaucoup de points ses intérêts à ceux du prolétariat... A la forme affirmative nous avons le droit (et le devoir) de noter l'esprit conservateur de la petite bourgeoisie et c'est seulement au conditionnel que nous devons parler de son esprit révolutionnaire » (Remarques sur le second projet de programme, Œuvres, t. 6, pp. 44-45). Voilà comment Lénine parlait, entre autres, de la paysannerie dans la Russie tsariste de 1902, alors que le cycle révolutionnaire bourgeois n'était pas encore entamé et qu'on attendait son irruption comme un des éléments déterminants de l'histoire à venir !

« La social-démocratie internationale est à la tête du mouvement de libération des masses travailleuses et exploitées », disait le programme de Plekhanov. « Pas du tout, répond Lénine, elle est à la tête uniquement de la classe ouvrière, et si à cette classe adhèrent d'autres éléments, ce ne sont que des éléments et non des classes. » L'« Unité populaire » du PCR, n'est-ce pas précisément dans une réédition largement aggravée, « le parti à la tête des masses travailleuses et exploitées », surtout quand elle appelle « les paysans révolutionnaires, ceux qui aspirent au socialisme, à rejoindre ses rangs, pour édifier en France un puissant Parti capable de guider notre peuple vers la Révolution » (Textes et documents du deuxième congrès, p. 45).

« Si nous pouvions affirmer, poursuit Lénine, que la petite bourgeoisie soutiendra le prolétariat lorsque ce dernier accomplira sa révolution, la révolution prolétarienne, il n'y aurait pas à parler de dictature ». Le PCR a résolu la question en remplaçant la dictature du prolétariat par une sorte de dictature pluriclassiste, une dictature qui serait équitablement partagée entre le prolétariat et la paysannerie, auxquels viendraient s'ajouter employés et intellectuels révolutionnaires. « La nécessité de la dictature du prolétariat, dit toujours Lénine, est liée de la façon la plus étroite, la plus indissoluble à la thèse du Manifeste Communiste : la seule classe vraiment révolutionnaire. »

Parce qu'il est la seule classe vraiment révolutionnaire le prolétariat doit donc exercer sa dictature sur toutes les autres classes y compris sur ses « alliés ». C'est même seulement de cette façon qu'il parvient à les conquérir à lui durablement, à la fois par la terreur et en prenant des mesures susceptibles de satisfaire certaines de leurs revendications économiques ou politiques, c'est-à-dire des mêmes susceptibles de faire justement ce que cette espèce de démocratie pluriclassiste imaginée par les maoïstes ne pourrait jamais faire. Il n'existe aucune tendance spontanée de quelque couche petite-bourgeoise que ce soit à se rallier au prolétariat et à se mettre sous la direction du Parti. C'est au contraire le prolétariat qui doit gagner ces couches activement à lui et la seule politique qui lui permette de le faire c'est celle de la délimitation la plus ferme à leur égard.

*

Le PCR ne se perd pas dans une telle analyse sur la capacité des différentes couches sociales à se faire traîner par le prolétariat ou à être neutralisées par lui. Qu'est-ce qui, selon lui, différencie qualitativement le petit paysan du petit commerçant, l'intellectuel du cadre ? C'est que ceux « qui exercent un travail productif peuvent rejoindre le combat révolutionnaire » (Front Rouge, n° 7, p. 34). Certes, le fait d'être entièrement parasitaire ne peut que conférer à une classe ou à une couche sociale un

caractère de veulerie politique, mais il s'agit seulement d'un caractère négatif qui n'admet pas de réciprocité. Pour le PCR, c'est autre chose. Ce qui caractérise les « producteurs » et leur permet de prendre place au sein du « peuple », c'est bien qu'ils participent à la constitution de ce patrimoine de techniques, de richesses et, n'oublions pas, de... culture qui, dans l'acceptation courante, est la propriété collective, l'attribut qui distingue chaque peuple. (Notons en passant la valorisation bien petite-bourgeoise des intellectuels, producteurs d'idées, auxquels le PCR réserve une place d'honneur car « le développement de la science doit amener certains d'entre eux à rencontrer ceux pour qui l'émancipation du prolétariat s'inscrit dans le mouvement historique de l'humanité » (idem).

Dès lors, on comprend pourquoi les paysans se trouvent aussi inconditionnellement unis au prolétariat, pourquoi la dictature qui suit la révolution doit toujours être de façon totalement a-historique « le pouvoir des ouvriers et des paysans, l'alliance des producteurs de la ville et de la campagne ». Et le prolétariat lui-même, qui produit effectivement la plus grande partie des richesses sociales, ne devient-il pas la première classe populaire ou ce qui revient au même, la première classe nationale ?

Le prolétariat est la classe des producteurs, dit Marx, mais des producteurs dépossédés du produit de leur travail, et c'est ce dernier caractère — essentiel — qui l'oppose à toutes les autres classes, productrices ou non, qui ont toutes quelque chose à défendre dans cette société. On ne peut donc fonder aucune alliance entre les classes sur la base d'une opposition entre producteurs et non-producteurs. On ne peut donc faire du prolétariat le dépositaire d'un quelconque patrimoine populaire, national, car non seulement on lui fait alors défendre ce qu'il ne possède pas, mais on l'oriente dans une voie diamétralement opposée à celle qui conduit vers son émancipation : « La classe ouvrière n'a rien à perdre que ses chaînes », dit le Manifeste.

Le peuple est aujourd'hui pour le PCR limité aux ouvriers, paysans, employés et intellectuels. Pourtant il est deux cas où il peut s'élargir considérablement : « L'instauration d'un régime fasciste ne changerait pas la nature de la révolution, mais permettrait au prolétariat d'élargir ses alliances. » [...] « Dans le cas d'une intervention en France d'une ou des deux superpuissances, le parti devra mobiliser toutes les forces patriotiques sous la direction de la classe ouvrière. » (Programme du Congrès constitutif, p. 10.) Rien de plus cohérent, en effet.

Qu'une menace étrangère vienne raviver les sentiments patriotiques de la bourgeoisie, qu'un danger fasciste réveille la sensibilité démocratique d'une partie de la petite bourgeoisie, et celles-ci ne redeviennent-elles pas des classes « populaires » ? Et l'exemple tant revendiqué de la Résistance nous montre bien comment le peuple peut, dans la conception stalinienne, englober... tout le monde, à l'exception de quelques « hitléro-trotskystes ».

On ne peut fonder le prolétariat dans le peuple sans déformer profondément la conception marxiste des classes. De même que le PCR est amené à déformer la nature du rapport de production en faisant du prolétaire un simple producteur, un travailleur parmi les autres, de même défigure-t-il la claire vision des cycles géo-historiques et rompt-il avec le matérialisme qui lie les classes à la succession des modes de production.

Le cycle des révolutions bourgeoises s'achève en Europe occidentale en 1871, explique Marx. Dès lors que tout danger de réaction féodale est écarté, toute lutte commune avec la bourgeoisie ne peut plus servir que la conservation sociale. Le stalinisme a substitué à la conception marxiste une « théorie » des phases historiques selon laquelle toute lutte nationale, toute lutte pour la démocratie, ouvre un cycle de révolution populaire, redonne en somme un bain de jouvence aux classes bourgeoises et petites-bourgeoises dont il se prive de comprendre les potentialités et les limites même dans le cycle révolutionnaire bourgeois.

C'est que le stalinisme ne connaît en fait que deux principes, celui de l'Etat national et celui de la démocratie, d'ailleurs tout à fait étrangers au marxisme, en fonction desquels il lui a fallu remodeler toute la doctrine. Aussi tous ceux qui se réclament du stalinisme ne peuvent-ils jamais cesser d'être populistes même quand ils prennent des poses intransigeantes comme les maoïstes aujourd'hui. C'est bien effectivement le peuple qui, historiquement, se bat pour la démocratie et l'Etat national, c'est dans sa forme historique typique le tiers-état de 89 luttant contre les privilégiés de l'ancien régime.

Le mensonge consiste à prétendre que c'est sur cette base-là que se fera la révolution prolétarienne.

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

Quelques remarques politiques

• Une « unité » pas exigeante

La LCR est parfaitement d'accord avec le PSU quand ce dernier prétend que les « révolutionnaires » doivent rechercher « l'unité de la classe ouvrière telle qu'elle est et avec ses organisations telles qu'elles sont » (Rouge du 9 oct., n° 173). Ainsi peu importe que l'opportuniste puisse tranquillement intégrer les organisations immédiates à tous les niveaux de l'entreprise et de l'Etat et empêcher que s'y exprime la moindre vie de classe en tentant d'en exclure tous les militants en désaccord avec la fraction dominante ! Nos « révolutionnaires » ont promis de ne jamais mettre de condition préjudiciable à l'unité que dans tous les cas ils trouveront bonne. Même les pudeurs qu'avait la LCR lorsqu'elle affirmait que le « front des révolutionnaires avec le réformisme » devait se faire sur « une base de classe » ont disparu. Immédiatisme ? Suivismisme ? C'est peu dire...

• « Rien que sa place, toute sa place »...

Le réformisme a des desseins ambitieux pour la classe ouvrière. Celle-ci doit avoir, selon L'Humanité du 25-10, sa « juste place ». Mais qu'est-ce au juste que sa « juste place » ? « Rien que sa place, toute sa place », répond Marchais, qui aurait mieux exprimé sa pensée en laissant tomber la seconde partie de sa phrase. Quel en est en effet le nœud de la question ? Les lois du capitalisme. Si on conserve le marché, le capital et le salaire, la « juste place » de la classe ouvrière, selon les lois qui le régissent, c'est de n'être qu'une classe pour le capital, dont le travail est la source de la plus-value, du capital destiné à accroître sans cesse sa propre exploitation, même si on farde cette réalité par de belles paroles sur la démocratie politique et, aberration des aberrations, sur la démocratie... économique, c'est-à-dire le « consensus » donné par la classe ouvrière à ses exploités.

Si on veut que la classe ouvrière devienne une classe pour soi, il faut, non pas qu'elle occupe sa « juste place » dans la société bourgeoise, mais qu'elle devienne une force révolutionnaire se proposant de supprimer marché, capital et salariat, et par là, les classes sociales, dont elle-même.